



Sous l'apprentissage, la désorganisation de la voie professionnelle sous statut scolaire !

Le président Macron dans son discours de rentrée aux recteurs a réitéré sa volonté d'engager une nouvelle réforme de la voie professionnelle sous statut scolaire en souhaitant une convergence de celle-ci vers le modèle de l'apprentissage.

Suite à ces annonces, une intersyndicale réunissant la CGT Educ'action, le CNT-FTE, le SE-UNSA, le SNALC, le SNUEP-FSU, le SNETAA-FO et SUD Éducation, c'est-à-dire l'ensemble des organisations syndicales de la voie professionnelle, s'est tenue le mardi 30 août.

Le constat qu'elles font est unanime : l'inquiétude est réelle en cette rentrée, et ces annonces présidentielles laissent planer une menace forte pour l'avenir des lycées professionnels, des PLP et des élèves de la voie professionnelle au sein du Service public d'Éducation.

En effet, le président veut « un partenariat beaucoup plus étroit avec les entreprises » laissant subsister le mensonge que les PLP en seraient éloignés alors même que, pour beaucoup, ils ont exercé dans le privé et qu'ils entretiennent des liens rapprochés avec les entreprises et leurs salariés qui accueillent nos élèves en stage.

La feuille de route énoncée reste floue pour le moment : durée des PFMP augmentée de 50% aussi bien en CAP qu'en Bac pro dès la rentrée 2023, fermeture des formations prétendues non insérantes, cartes des formations mises en adéquation avec les métiers qui peinent à recruter sur les secteurs en tension. La formation initiale de nos lycéens et lycéennes professionnels serait donc instrumentalisée pour développer toujours plus l'apprentissage avec l'objectif d'atteindre 1 million d'apprentis. Autant de mesures qui sont une menace directe pour les postes de PLP, mais aussi et surtout pour la vocation émancipatrice de l'enseignement professionnel sous statut scolaire des élèves. Nos élèves n'ont pas besoin de plus d'entreprise mais de plus d'école, plus de culture et d'enseignement général, bref de plus de bases scolaires.

Le leitmotiv « on apprendrait mieux sur le tas » tout comme l'amalgame des lycées professionnels à un « gâchis » généralisé sont inacceptables. C'est pourquoi les organisations syndicales CGT Educ'action, CNT-FTE, SE-UNSA, SNALC, SNUEP-FSU, SNETAA-FO et SUD Éducation appellent l'ensemble des personnels des lycées professionnels et Érea à se réunir dès ce début septembre en Heures d'informations syndicales dans un cadre unitaire le plus large possible, afin d'informer, d'échanger ensemble sur les projets qui se profilent afin de débattre d'une réponse collective à construire et préparer les mobilisations nécessaires.

Au regard des enjeux importants d'un tel projet pour les PLP et les élèves, l'intersyndicale demande des clarifications rapides. D'ores et déjà l'intersyndicale a convenu d'une nouvelle date de réunion pour amplifier la réponse collective qui fera échec à ce projet de désorganisation de la voie professionnelle scolaire.

Montreuil le 6 septembre 2022